

CORDEN, Max. *The Asian Crisis : Is there a Way out ?*
Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1999, 82 p.

Pierre Paquette

De la SDN à l'ONU : Raoul Dandurang et la vision idéaliste des
relations internationales
Volume 31, numéro 4, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704246ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704246ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Paquette, P. (2000). Compte rendu de [CORDEN, Max. *The Asian Crisis : Is there a Way out ?* Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1999, 82 p.] *Études internationales*, 31(4), 806–808. <https://doi.org/10.7202/704246ar>

règles contraignantes, obligations, incitations, dérogations, institutions, pouvoirs, procédures de décisions et commentaires).

Cette première partie traite donc des accords internationaux eux-mêmes sous forme d'une banque de données juridiques, alors que la seconde partie de l'ouvrage décrit et analyse le régime juridique international de la protection des espèces animales et végétales sauvages, tel qu'il se dégage de l'ensemble des textes complexes des accords dont le résumé apparaît dans la première partie de l'ouvrage. Dans un premier chapitre de cette seconde partie, les auteurs nous livrent un panorama des principaux traits du mouvement conventionnel auquel on a affaire avec ces accords: nombre des accords, participation des États, champs géographiques des conventions, objet des protections (i.e. espèce(s) ou sites). Les deux chapitres suivants examinent les régimes juridiques émanant de ces accords internationaux, c'est-à-dire les comportements exigés des États et des Parties (règles contraignantes, dérogations à celles-ci, obligations, incitations) (chap. 2), et la mise en place et le fonctionnement des institutions intergouvernementales chargées de surveiller l'application de l'accord (chap. 3). Ces éléments constituent en fait le pilier des accords. Le troisième chapitre porte donc sur les institutions et leurs pouvoirs et compétences (i.e. mesures et normes juridiques, supervision et contrôle du régime juridique institué, détermination des espèces et des sites, collecte, gestion et diffusion d'information).

En somme, le livre de Beer-Gabel et Labat est un ouvrage de description, de classification et d'analyse d'accords juridiques internationaux. Les auteurs perçoivent l'émergence d'un droit com-

mun des accords internationaux, et ils diagnostiquent des vides et des lacunes dans cet édifice conventionnel, notamment dans le domaine de l'éducation environnementale et légale de la participation publique, de la notification de la survenance d'un dommage, et de la collecte de statistiques fiables. Une des principales lacunes est la question de l'institutionnalisation de la place des ONG dans la mise en œuvre des accords.

Une autre lacune importante consiste en l'absence de dispositions sur l'engagement de la responsabilité des États signataires des accords. Présentement, certains États se défilent, et les rapports des scientifiques ne suffisent pas à assurer la conformité. Les auteurs ont rendu un fier service à tous ceux qui s'intéressent à la protection internationale des espèces animales et végétales en publiant cet ouvrage clair, simple et concis, d'une grande richesse empirique et didactique. Espérons qu'il sera mis à jour prochainement pour tenir compte des nouveaux accords qui ont été conclus depuis 1996. Nous avons ici un outil unique au monde dont la qualité mérite d'être hautement soulignée.

Jean-Guy VAILLANCOURT

Département de sociologie
Université de Montréal

The Asian Crisis: Is there a Way out?

CORDEN, Max. Singapour, Institute of Southeast Asian Studies, 1999, 82 p.

Cette publication reprend le texte d'une conférence prononcée par l'auteur à l'Institute of Southeast Asian Studies, à Singapour, en août 1998. À partir de l'expérience de la crise récente en Asie du Sud-Est, l'auteur propose une approche keynésienne à l'étude des crises

financières dans les marchés des capitaux et des marchés des changes. Il déplore que de telles crises puissent perturber le fonctionnement des économies réelles et provoquer un appauvrissement des populations qui les subissent. L'auteur rappelle que la crise financière mexicaine de 1994 provoqua un recul de l'économie réelle de ce pays qui dura trois ans. En Asie du Sud-Est, le recul économique fut brutal et engendra des dislocations sociales et politiques majeures dont plusieurs pays ont du mal à se relever. Selon l'auteur, la transmission des crises de la sphère financière et monétaire à l'économie réelle n'est pas inévitable. C'est ce que le volume tente d'expliquer.

L'ouvrage est divisé en 11 courtes sections d'importance et de longueur inégales ; environ les deux tiers, soit près de 50 pages sur les 80 que compte le livre, sont consacrées à expliquer, dans le contexte de la crise asiatique, les rouages des trois mécanismes de transmission des crises financières et monétaires à l'économie réelle. Il s'agit de la transmission par l'effondrement de la demande globale, de la transmission par les dépréciations des devises qui exacerbent les déséquilibres financiers locaux, et finalement, la transmission par l'effondrement financier interne.

C'est le premier de ces trois mécanismes qui est fondamental et qui conditionne les deux autres tant et si bien que la crise asiatique fut, selon l'auteur, d'abord et avant toute autre chose une crise cyclique de la demande globale. Cette interprétation ajoute aux débats sur la question car elle contraste nettement avec les interprétations officielles de même qu'avec celles de plusieurs auteurs indépendants selon lesquelles la crise asiatique est structurelle et liée au

cronyisme institutionnel et aux faiblesses des structures financières locales.

La thèse centrale du volume explique que les trois mécanismes de transmission vers l'économie réelle auraient été inopérants si les gouvernements nationaux aux prises avec une crise subite de confiance externe – le scénario initiateur des crises dans les pays émergents au cours des deux dernières décennies – et les autorités publiques internationales (le Fonds monétaire international-FMI) avaient résolu d'appliquer, dans ce contexte, les remèdes économiques traditionnellement proposés par la macroéconomie keynésienne. C'est-à-dire soutenir les demandes solvables intérieures et assortir de telles mesures de contrôles temporaires sur les mouvements de capitaux afin de bloquer les fuites monétaires et financières déstabilisatrices.

Voilà un programme se situant aux antipodes du néo-libéralisme qui sert de toile de fond au train de mesures appelées programmes d'ajustement structurel (PAS), imposés par le FMI aux pays émergents aux prises avec une crise de confiance de la part des spéculateurs des grandes et puissantes institutions financières internationales. Les lecteurs ne seront donc pas surpris des évaluations critiques formulées envers ces programmes d'ajustement, notamment certaines dispositions visant à faire reculer les interventions des états nationaux en matière de développement économique et d'industrialisation, qualifiées par l'auteur « d'ingérence pro américaine » (p. 52). L'auteur juge paradoxale l'exigence d'une plus grande ouverture des pays émergents d'Asie envers les investissements directs étrangers alors que la crise a justement révélé les désavantages pour ces économies des mouvements internationaux de capitaux.

Au-delà de son apport à la compréhension des mécanismes des crises, et de la crise asiatique de manière spécifique, l'ouvrage est un plaidoyer en faveur d'un retour à la gestion publique des demandes solvables ; il constitue aussi une critique pertinente de l'orientation néolibérale des politiques nationales et de celles prônées par les institutions internationales officielles qui privilégient les désengagements des États en matière économique au profit des mécanismes de marché modelés et dominés par les intérêts stratégiques des multinationales occidentales.

Le volume est écrit dans un style simple qui limite le langage technique à ce qui est utile à la discussion ; il vise d'abord un lectorat spécialisé en science économique, mais il demeure aussi accessible aux lecteurs avisés intéressés par l'état de l'économie mondiale contemporaine.

Pierre PAQUETTE

Département de science politique et
d'économie
Collège militaire royal du Canada, Kingston

Poststructuralism and International Relations: Bringing the Political Back In.

EDKINS, Jenny. Boulder, Lynne Rienner Publishers Inc., « Critical Perspectives on World Politics », 1999, XII-163 p.

Le titre de l'ouvrage précise mal l'objectif de la recherche. En effet, il ne s'agit guère d'un travail ayant un rapport direct avec les relations internationales. Il s'agit plus clairement d'un livre de science politique portant sur le concept de politique. De fait, les conclusions de l'auteur, même si elles peuvent être considérées comme pertinentes pour analyser les relations internationales, sont d'une application beaucoup plus générale.

Au regard de la problématique du politique, l'auteur en distinguant « the political » de « politics », fait apparaître, directement ou indirectement toute une série de dichotomies pertinentes. Il s'agit des couples décision – gestion, création – conservation, innovation – calcul, indéterminisme – déterminisme et enfin : politisation – dépolitisation.

En utilisant les travaux de Foucault, Derrida, Lacan et Zizek, Jenny Edkins nous force à un travail de déconstruction – construction du politique. Elle insiste sur le fait que le politique est initialement un moment d'ouverture et donc d'indécision relativement à l'ordre social.

Compte tenu de sa lecture du politique, l'auteur privilégie, de fait, la dimension temporelle d'un politique analysé comme processus. Elle est alors amenée à distinguer ce que l'on pourrait appeler deux moments à l'intérieur de ce processus. Le premier correspond à une période de création où le nouvel ordre social émerge d'une espèce de relativisme et d'indéterminisme absolus. Ce moment historique de surgissement se trouve quelque peu occulté, refoulé, dans le cadre d'un second moment de légitimation et d'institutionnalisation du politique, et donc de fossilisation, où le politique se dépolitise, par rapport à la défintion telle que précisée dans la première période, pour se technocratiser.

Toutefois, les lecteurs français ou francophones seront, peut-être, un peu déçus par ce petit ouvrage. En effet, sur 145 pages, l'auteur en consacre 65 à l'interprétation des écrits de trois auteurs français bien connus et étudiés : Foucault, Derrida et Lacan. De fait, les démarches sur lesquelles s'appuie Jenny Edkins sont familières à un certain public francophone concerné par les questions de philosophie politique.